

La réduction des armements et le défi de la reconversion

Du côté de la limitation des armements et du désarmement, l'attention mondiale est principalement tournée vers les négociations qui se déroulent actuellement à Vienne sur les forces conventionnelles en Europe (FCE) et vers les pourparlers parallèles et connexes sur les mesures propres à accroître la confiance et la sécurité (MPACS). Les entretiens sur les FCE entre tous les pays membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie ont officiellement commencé au début de 1989. Après des échanges initiaux de propositions et de contre-propositions, ils se sont accélérés, car les parties espèrent conclure une entente d'ici le milieu de 1990. L'Union soviétique a accepté le principe des réductions asymétriques, vu la supériorité qu'elle détient au chapitre des forces terrestres, et l'Occident a convenu d'inclure dans les pourparlers les avions de combat et les hélicoptères et de réduire les forces combattantes américaines stationnées en Europe; par ailleurs, Washington et Moscou ont accepté de limiter leurs personnels respectifs stationnés en dehors de leur territoire national. Grâce à toutes ces concessions, les chances d'accomplir des progrès beaucoup plus rapides que jamais auparavant se sont accrues.

Chaque fois que le climat politique s'est amélioré, on a évoqué dans divers milieux la possibilité d'opérer des réductions encore plus marquées, par exemple à la faveur d'une deuxième ronde de négociations sur les forces conventionnelles, voire au moyen de décisions unilatérales. L'évolution rapide de la situation en Europe de l'Est porte maintenant à croire que le Pacte de Varsovie ne constituerait désormais plus de cadre cohérent pour l'exécution d'une action militaire offensive d'envergure, même si la majorité des très puissantes forces soviétiques y sont encore déployées.

Dans le camp de l'OTAN, les pays membres ont fait beaucoup d'efforts pour conserver une position cohérente au cours des négociations, mais les gouvernements subissent de toutes parts des pressions politiques pour que les budgets militaires soient réduits dans les plus brefs délais; par ailleurs, tous ne s'entendent pas quant au rythme auquel l'Occident peut évoluer en ce sens en toute sécurité. Le gouvernement de M^{me} Thatcher, par exemple, s'est montré des plus sceptiques face aux réductions militaires soviétiques, et il a exprimé son inquiétude après que Washington eut annoncé des coupes dans le budget de défense, à la fin de l'automne.